

Direction Risques Industriels  
*Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales*  
*Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud*  
2, rue Jean RICHEPIN  
BP 60079  
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 18/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**PERNOD RICARD FRANCE**

6 BOULEVARD VIOLET  
CAVES BYRRH  
66300 Thuir

Réf. : 2025-033-PR  
Code AIOT : 0018300019

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2025 dans l'usine PERNOD RICARD FRANCE implantée 6 Bld Violet - BP001 66300 Thuir.

L'inspection a été annoncée le 13/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'instruction d'une demande de révision du débit de prélèvement autorisé en cas de crise sécheresse déposée par la société PERNOD RICARD FRANCE.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PERNOD RICARD FRANCE
- 6 BOULEVARD VIOLET CAVES BYRRH 66300 THUIR
- Code AIOT : 0018300019
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine PERNOD de Thuir est spécialisée dans la fabrication d'apéritifs à base de vins et de spiritueux destinés aux marchés nationaux et internationaux (Byrrh, Ambassadeur, Dubonnet, Cinzano, Vabé, Muscat de Rivesaltes, Soho, Crème de Cassis, Vodkas Seagram's, Suze, Gloss de Suze, Amer)

Cette usine a été construite initialement en 1892, elle est située au cœur de la commune de Thuir.

Le site occupe une superficie de 86 304 m<sup>2</sup> dont 38 821 m<sup>2</sup> couverts.

Le site PERNOD est organisé en plusieurs zones de production qui accueillent les activités suivantes :

- stockage de matières premières,
- aires de chargement et déchargement,
- fabrication,
- stockage intermédiaire,
- embouteillage,
- stockage de produits finis.

Cette installation a fait l'objet d'un récépissé de déclaration n° 5029 délivré le 22 mai 1981 pour les rubriques 250 (fabrication de liqueurs), 361 B2 (installation de réfrigération) 55 et 56 (dépôt et emploi d'anhydrides sulfureux), 253 et 261 bis (dépôt et emploi de liquides inflammables) et d'une autorisation par antériorité officialisée par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 1952 du 11 juin 2001.

Dans le cadre d'une restructuration industrielle au sein de la société PERNOD, l'usine de Thuir a récupéré les activités de fabrication de la SUZE et du SOHO jusqu'à lors produits sur l'usine de Créteil. Cette extension a fait l'objet d'une demande d'autorisation avec enquête publique qui a abouti à l'arrêté d'autorisation n° 684 délivré le 04/03/2004 qui constitue l'acte administratif de référence.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Réductions d'eau de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
2	Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au cours de l'inspection l'exploitant a :

- présenté l'incidence de la prolongation de l'épisode de sécheresse sur le fonctionnement de l'usine ;
- expliquer les mesures de réduction mises en œuvre sur le site de Thuir ;
- justifier que certaines mesures d'exemption prévues par l'arrêté ministériel sécheresse peuvent être prises en compte ;
- indiquer qu'une étude hydrogéologique a montré la capacité de la nappe dans le contexte de la crise sécheresse.

L'inspection a constaté que globalement l'exploitant respecte actuellement les mesures de gestion en cas de crise sécheresse prescrites à l'usine de Thuir.

Compte tenu des constats au cours de la visite, l'inspection considère que la demande de révision du débit de prélèvement en cas de sécheresse est recevable, l'article 5 de l'AM du 30/06/2023 prévoyant que le préfet peut adapter les dispositions de l'arrêté sécheresse aux circonstances locales.

Toutefois l'argumentaire doit être développé au regard des critères d'exclusion prévu par l'AM du 30/06/2023.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Réductions d'eau de l'exploitant**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Respect des mesures de restrictions déterminées par l'exploitant
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes : - vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ; - alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ; - alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ; - crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %. [...] III. - Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau [...]
<b>Constats :</b> Le prélèvement d'eau de l'usine de Thuir étant supérieur à 10.000 m <sup>3</sup> (de l'ordre de 35.000 m <sup>3</sup> /an) ce site est concernée par l'arrêté ministériel du 30/06/2023 relatif à la sécheresse. Des dispositions spécifiques à mettre en œuvre en cas de déclenchement des mesures de gestion sécheresse au niveau du département sont également prévues à l'article 3.1.1 de l'arrêté Préfectoral d'autorisation du 04/03/2004 modifié. Plus précisément la consommation moyenne annuelle sur les 5 dernières années antérieures à l'épisode de sécheresse ayant été de 34532 m <sup>3</sup> /an (2018 : 36294 m <sup>3</sup> /an, 2019 : 39850 m <sup>3</sup> /an, 2020 : 32547 m <sup>3</sup> /an, 2021 : 30580 m <sup>3</sup> /an, 2022 : 33387 m <sup>3</sup> /an), l'application d'une réduction de 25 % du débit de prélèvement prévu par l'arrêté du 30/06/2023, a conduit à fixer les débits de prélèvement suivants en cas de crise sécheresse : 25900 m <sup>3</sup> /an, soit 2200 m <sup>3</sup> /mois et 500 m <sup>3</sup> /semaine. La mesure de réduction est globalement respectée du fait de la mise en œuvre de mesures strictes de réduction des consommations. Plus précisément le dernier bilan de début 2025 fait ressortir une consommation moyenne de 517 m <sup>3</sup> /semaine, calculée depuis le déclenchement du niveau de crise en mai 2023. La longueur (déjà 20 mois) de l'épisode sécheresse amène des difficultés pour permettre la continuité du fonctionnement des lignes de production et le développement des projets indispensables à la pérennité de l'usine. Une demande de dérogation a été déposée à la préfecture. L'objet de l'inspection est de constater la mise en œuvre des principales mesures de réduction permettant de justifier la révision du débit autorisé en cas de crise sécheresse. Voir point de contrôle suivant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Les installations exemptées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Installations non soumises à l'article 2
<b>Prescription contrôlée :</b> Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;</li><li>• captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;</li><li>• alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;</li><li>• transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;</li><li>• production, distribution et cogénération d'électricité ;</li><li>• production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ;</li><li>• production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;</li><li>• collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;</li><li>• nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ;</li></ul> 2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ; 3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ; 4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.
<b>Constats :</b> L'article 3 de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 fixe un certain nombre de mesures d'exemption à l'application des mesures de réduction. L'usine de Thuir est potentiellement concernée par certaines de ces mesures, à savoir : <ul style="list-style-type: none"><li>• Article 3-1°- alinéa 1 : captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle).</li><li>• Article 3-2° : Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</li><li>• Article 3-3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur.</li></ul> La société PRF a déposé une demande de dérogation afin d'adapter les prescriptions sécheresse au cas particulier de l'usine de Thuir. L'article 5 de l'AM du 30/06/2023 prévoit que le préfet peut adapter les dispositions de l'arrêté sécheresse aux circonstances locales en fixant des objectifs de réduction différents de ceux

mentionnés au I de l'article 2 ou en modifiant la liste des installations, des exploitants ou des pourcentages mentionnés à l'article 3 et adapter en conséquence les éléments tenus à jour mentionnés à l'article 4.

La demande de dérogation est donc recevable.

Au cours de l'inspection les aménagements réalisés pour permettre la réutilisation de l'eau en particulier sur la nouvelle chaîne de production (n°2) ont pu être visualisés.

L'exploitant a présenté les différentes mesures mises en place afin de réduire la consommation d'eau sur la base des meilleurs techniques disponibles.

Des constats effectués et des discussions avec l'exploitant il ressort que l'exploitant doit compléter sa demande afin de pouvoir justifier l'adaptation des dispositions de l'arrêté sécheresse aux circonstances locales, en fixant des objectifs de réduction différents de ceux mentionnés au I de l'article 2.

**Type de suites proposées :** Sans suite